L'I.V.G remit en question par le gouvernement - 1/1

L'I.V.G remit en question par un amendement 30 ans de combat pour les femmes risque de partir en fumé.

En votant un amendement du député UMP de Gironde Jean-Paul Garraud l'assemblée donne donc un statut au fœtus puisque toute personne qui provoquerai une interruption de grossesse par « une maladresse, une imprudence, une inattention, une négligence ou un manquement à une obligation de sécurité »;. Jusque là le fœtus n'avais pas de statu légal donc l'on ne pouvait pas le tuer. En votant cette amendement tout peu changer puisque si l'on risque 15 000 euros pour tuer un fœtus de façon accidentelle l'on conçois donc que le fœtus est un être vivant comme les autres ce qui le moment n'était pas le cas. Ce qui veut dire que l'on ne peut pas tuer un être vivant et donc l'on pourrai voir ne interdiction de l'IVG en France bien sur pas tout de suite mais à force d'attaque fréquence comme certaines organisation anti-avortement souvent très violente et plutôt de droite le risque est réel.

Mais pour le moment le risque existe maintenant pour les médecins qui risquent de refuser de pratiquer certaines intervention sur des femmes enceintes par risque de leur faire perdre leur fœtus. Ce qui va aggraver les problèmes dans les hôpitaux en particuliers dans les services de maternités. De nombreuses associations en particuliers de défense du droit des femmes et des personnalités ont déjà dit leurs mécontentement sur ce texte.

Des femmes comme Christine Boutin qui prône depuis des années contre l'I.V.G et contre le pillule et le préservatif représente bien un certain idéal puritain incarné par la droite et Xavier Dor qui à dernièrement manifesté contre un planning familiale partisan du Front National. Le risque des dérives est donc très important.

Ce gouvernement favorise donc une fois de plus sont électorat traditionaliste aux biens générale de la société même si devant la pression de l'opinion par prêt de 30 ans d'avancer sur le droit des femmes même s'il reste encore beaucoup à faire le ministre Perben c'est déclarer contre la suppression de l'IVG mais à 5 mois des régionales le contraire aurai étonné tout le monde.